

EFFICACITE DE LA POLITIQUE MONETAIRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO: DE 1980-2014

Safari Bahindwa.E1, Jean Claude N. 1, Bumba MWAMBA O.1,Lukeba KALEMBU H.1,Iragi K.C 1,
Zirhumana K.S.2Shukuru KLIHIRA M. 3

1. Centre Universitaire de Paix à Bukavu (CUP-BKV)
2. Institut Supérieur des Arts et Métiers à Bukavu (ISAM-BKV)
3. Université Libre des Pays des Grands Lacs à Bukavu(ULPGL-BKV)

IJASR 2020

VOLUME 3

ISSUE 2 MARCH – APRIL

ISSN: 2581-7876

Abstract – Objective: It is recognized that the objectives of monetary policy include full use of resources, economic growth, external balance, and price stability. The latter is the main purpose of monetary policy.

This study has attempted to analyze the impact of monetary policy on inflation in DR Congo.

Material and method: To verify this hypothesis, we estimated by the ordinary least square method after presenting the review of the theoretical and empirical literature to fully understand the relationship between the action of the monetary authority and inflation.

The econometric model uses the consumer price index as the endogenous variable, the discount rate for real GDP, the degree of openness, the real exchange rate and wages as the exogenous variable.

The estimates of this econometric model lead us to some main results after having made preliminary tests of the model, namely the stationarity and cointegration test.

Results: First, monetary policy via the interest rate is ineffective in DR Congo, that is to say, it does not stabilize inflation. The coefficient of the variable that presents the instrument of monetary policy (discount rate) has an expected sign but is not statistically significant because there is inflation in DR Congo despite the application of contract monetary policy.

Secondly, inflation in DR Congo is not only of monetary origin because there are other non-monetary variables that explain inflation namely the exchange rate the real GDP, the degree of openness and the salary.

Finally, imported inflation is the main determinant of inflation because of the heavy dependence of the Congolese economy.

These results do not corroborate our research hypotheses and we argue for a few solutions.

First, it is fitting to ensure the effective independence of the BCC (Central Bank of Congo). But this requires an increasingly significant mobilization of state revenue to reduce the monetary financing of the budget deficit and a willingness on the part of the political authorities not to interfere in the management of the BCC.

In addition to the efficient management of public services for the maximization of State revenues and the fight against corruption which is fundamental to the constraint of the development of the Democratic Republic of Congo. Still, the banking system needs to be rehabilitated. Indeed, the banking system is likely to decrease the degree of over liquidity of the economy by the introduction of securities and other financial support in transactions. To do this, awareness of economic agents is necessary for the mobilization of savings and the effective distribution of credit. Finally, it is necessary to increase the level of production by encouraging new investments, since this is likely to trigger the sensitivity of the demand for money to the interest rate; but there is also a need for competitive production that eradicates the vulnerability of the economy to external dependence. Furthermore, the exchange rate could be actively used as an intermediate objective of monetary policy. However, the proper application of these measures requires specific legislation specific to each measure as well as

stabilization of the political and macroeconomic framework as a whole. This work has certain limits linked to the lack essentially of reliable statistics in the Democratic Republic of Congo We, therefore, do not pretend to have said everything about the effectiveness of monetary policy in the Democratic Republic of Congo. Nevertheless, we hope that this work, although modest, sets the course.

Keywords: Efficiency, monetary policy, in the Democratic Republic of Congo from 1980 to 2014.

INTRODUCTION

La politique économique s'est sensiblement modifier avec la pensée keynésienne. Désormais, l'Etat peut intervenir sur le marché afin d'en modifier les équilibres. Il possède pour le faire à plusieurs instruments dont la politique monétaire.

C'est l'ensemble des mesures prises par le pouvoir public, et notamment la banque centrale, visant à faire varier la quantité de monnaie présente dans l'économie afin d'agir indirectement ou directement sur la valeur de la devise nationale, sur la production; l'inversement; la consommation et l'inflation (Greffé; 1987).

Les moyens d'intervention des autorités monétaires sont traditionnellement classés en deux catégories: les moyens indirects et les moyens directs. Les moyens indirects d'intervention transitent par la liquidité des banques, c'est-à-dire leurs disponibilités en monnaie centrale. Ce moyen constitue ce que l'on appelle open market police. Le second est nature réglementaire, consiste à une fixation unilatérale par la banque centrale du prix ou de la quantité de monnaie. (Thomas, 1977)

La mise en place de la politique monétaire pose problème pour atteindre les objectifs finals lui assignés. Son efficacité est arbitrée tantôt en faveur de la production (emploi), tantôt en faveur du niveau général de prix. Pour faire face à l'inflation; on applique la politique monétaire restrictive ou contractionniste qui aurait un impact négatif sur la production (diminue la production). Et le contraire serait en défaveur de prix.

Néanmoins; des débats anciens entre monétaristes et keynésiens sur l'efficacité de la politique monétaire renaissent sous une nouvelle forme entre nouveaux classiques et niveaux keynésiens. En effet, la divergence majeure, entre monétaristes et keynésiens concernant la neutralité (non neutralité) vis-à-vis des variables réelles, fait l'objet du débat entre les deux courants. Pour les monétaristes, la neutralité de la monnaie sur les variables réelles, implique que la politique monétaire doit être affectée à la stabilité des prix. Par contre, keynésianisme tout en admettant la non neutralité de la monnaie, privilégie le niveau de production. Entre nouvelle école classique et nouveaux keynésiens, ce débat se prolonge par la critique de nouveaux classiques. Ceux-ci en invoquant le rôle des anticipations rationnelles, radicalisent le message d'inefficacité de toute politique économique en général et en particulier de la politique monétaire sur les variables réelles. Les anticipations rationnelles supposent que les agents économiques ne sont pas passifs. Ils anticipent les décisions et actions des autorités monétaires de sorte que l'application des politiques macroéconomique aboutit aux faits contraires de ceux attendus.

Ainsi, par exemples, une relance monétaire accroît les anticipations inflationnistes. Les agents vendent alors leurs obligations. Cette vente entraîne l'augmentation des taux d'intérêt et freine les investissements (Greffé, 1987, PP241). S'opposant à cette pensée, les nouveaux keynésiens montre qu'en dépit d'anticipations, la politique monétaire conserve toute son efficacité sur les variables réelles. Cette efficacité est due par la rigidité des prix et de salaires nominaux à la baisse. Grâce à cette rigidité; la relance monétaire est suivie par l'amélioration du volume d'encaisses réelles et par conséquent, le revenu aussi s'accroît (cabanès, 1994, P49-51).

Des lors; il y a clivage entre efficacité et non efficacité de la politique monétaire. Le débat politique se déplace alors sur un terrain afin de vérifier si les actions des autorités monétaires sont capables d'atteindre les objectifs finals leurs assignés.

En RDC, il est dévolu à la politique monétaire l'objectif final d'assurer la stabilité des prix. En effet, les statuts de la BCC stipulent à l'article 2 que la banque a pour objet essentiel de maintenir la stabilité monétaire par une politique de crédit et de change favorables au développement équilibré de l'économie.

Par contre, malgré cet objectif final de la politique monétaire mené par la banque centrale du Congo, la RDC a été longtemps considéré comme un pays inflationniste. En 1994 l'inflation demeurée très vive et atteint le record de 9769% (rapport banque centrale, 2007). Néanmoins, depuis 2001 toute fois, avec l'appui des institutions de Bretton woods, le gouvernement a commencé à mettre des réformes économiques, financières et structurelles.

En vue de stabiliser sa situation macroéconomique et de créer un cadre propice) un développement tiré par le secteur privé. Il a aussi réussi à mettre fin au cycle hyper inflation et à stabiliser le taux de change. Le taux d'inflation qui s'établissait à 511% en 2000 est tombé à 135% en 2001, puis 18 %en 2006(DSRP, 2007). Mais actuellement, à cause de la crise financière internationale qui a commencé à se manifester en 2008 en RDC, le taux d'inflation a connu sa reprise.

Prenant appui sur la situation économique de la RDC, le présent travail se propose de vérifier si la politique monétaire via le taux d'intérêt permettant la stabilisation de l'inflation en RDC.

Pour répondre anticipativement à cette préoccupation disons qu'en République Démocratique du Congo pour être anti-inflationniste, la politique monétaire doit être mise de façon contractionniste. En effet, la contraction monétaire augmente le taux d'intérêt, freine les investissements ce qui diminue la demande agrégée. Cette baisse de la demande globale qui constitue le moteur la variation négative du prix. Cette hypothèse ne peut être confirmée que grâce à une étude empirique.

Notre étude se borne à analyser efficacité de la politique monétaire en RDC depuis 1980 jusqu'en 2014.

L'objectif de notre recherche s'inscrit dans le cadre d'un examen judicieux d'actions de l'autorité monétaire. Cette étude fait ressortir l'incidence de la politique monétaire sur l'inflation en R.D Congo et permet de bien cerner d'autres variables non monétaires qui conviennent à être manipulée pour une lutte anti-inflationniste.

A cet effet, le travail se subdivise en trois chapitres hormis l'introduction et la conclusion. D'abord, est présentée la revue des littératures théorique et empirique, en suite est exposée la méthodologie utilisée retraçant essentiellement la spécification du modèle théorique, la présentation des variables, ainsi que la qualité des données utilisées pour ressortir l'impact des actions des autorités monétaires sur le niveau général des prix en RDC. Enfin les résultants d'estimation empirique du modèle sont présentés et analysés.

I.REVUE DE LA LITTÉRATURE

I.1 Revue de la littérature théorique

Les théories divergent quant aux effets que l'action des autorités monétaires peut avoir sur l'activité économique ou sur le niveau général de prix.

Le modèle classique de base reconnaît aux économies de marché les mécanismes automatiques d'équilibre qui reposent sur des facteurs autres que monétaires. Il prône également la neutralité de la monnaie vis-à-vis des variables réelles. La conséquence de ces deux considérations est que l'inflation ne pourrait être que d'origine monétaire. De ce fait, la politique monétaire n'affectant pas la production en volume mais plutôt les prix absolus est efficace dans la stabilisation des prix qui, autant qu'elle-même, sont de nature nominale. Il sied alors d'effectuer un contrôle de la quantité de monnaie en circulation de sorte que toute hausse ou baisse du niveau général des prix doit se heurter automatiquement à une pression suffisant d'ordre monétaire, qui agit en sens inverse et restaure l'équilibre (vespirin ;1981, PP62). En effet, la contraction monétaire mise en œuvre entraîne d'abord une baisse d'encaissees réelles et ensuite, elle fait baissé le niveau de la demande. Sachant que le revenu de plein emploi reste constant dans la courte période, Il va s'enregistrer une baisse du niveau général des prix. Le monétariste tout en soutenant la thèse de la dichotomie classique, pense que les variations de la masse monétaire influencent l'activité à court terme tandis qu'à moyen et long termes, elles n'agissent que sur les prix.

Contrairement aux classiques, Keynes prône des politiques macroéconomiques actives. En effet, pour Keynes, la politique monétaire menée de façon discrétionnaire (2) agit sur l'activité en sous emploi par le biais du taux d'intérêt. Une baisse de ce taux incite les agents à investir plus ; ce qui fait croître le niveau d'activité et assurer la croissance économique. Le modèle IS-LM se fondant sur la pensée Keynésienne, fait ressortir que la politique monétaire perd toute influence en charge fixe lors qu'on est en économie ouverte car un soutien monétaire dégrade la balance commerciale par les importations accrues et la balance des capitaux par la baisse des taux d'intérêt. Mais en charge flottant, elle retrouve son efficacité du fait que lors de l'expansion monétaire, il y a déficit extérieur qui entraîne par dépréciation de la monnaie, une amélioration de la compétitivité et par conséquent du niveau de la production (cabanes, 1994, PP31-34).

Cette conception de Keynes a longtemps dominé à la période de forte croissance depuis que Keynes avait contesté avec succès la conception classique au cours des années 1930. Mais à la suite des échecs des politiques conjoncturelles 40 ans après la crise, la conception keynésienne est remise en cause par la nouvelle école classique³. En effet, la nouvelle école classique montre d'abord que toute politique économique est inefficace. Cette inefficacité s'explique par les anticipations rationnelles des agents économiques. En suite elle montre que les politiques monétaires discrétionnaires orientées vers la stabilité de la conjoncture, favorise l'inflation et sont de ce fait moins crédible et par conséquent inefficace.

D'une manière ou d'une autre ce débat sur l'efficacité de la politique monétaire fait l'objet d'une vérification empirique

I.2 La revue de la littérature empirique

Des études empiriques ont été menées pour évaluer l'incidence de l'action des autorités monétaires sur leurs économies spécifiques.

Nubukpo (2003) s'est attachée à évaluer l'efficacité de la politique monétaire conduite par la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO)⁴ dont l'objectif finale est d'assurer la stabilité des prix. Les autorités monétaires privilégient les méthodes de régulation indirecte de la liquidité c'est-à-dire l'action sur le taux d'intérêt et cela depuis 1994.

L'étude s'étalant sur une période de 10 ans à partir de 1989, fait recours à des méthodes économétriques pour relever l'influence de la politique monétaire sur le prix et la croissance. Le modèle à correction d'erreur et une modélisation vectorielle autorégressive ont été utilisés pour ce faire. Les variables retenues sont pour l'équation d'inflation, l'indice de prix à la consommation, le taux du marché monétaire, le taux de prise en pension, le produit intérieur brut réel, le produit intérieur brut potentiel et l'indice de prix à l'importation.

Pour l'équation de croissance, les variables sont le produit intérieur brut réel, le taux d'inflation, le taux d'intérêt ainsi que l'investissement total.

Les estimations de ce modèle par les deux méthodes aboutissent au même résultat quant à l'impact d'une hausse de taux directeur (taux de prise en pension et taux du marché monétaire) sur l'inflation sur la croissance. Sachant qu'une hausse de ce taux implique une décélération dans la création monétaire. En effet, en ce qui concerne l'inflation, l'impact de la politique monétaire mise en œuvre est significative aussi bien à court terme qu'à long terme. Dans l'union monétaire ouest africaine prise globalement, une augmentation du taux d'intérêt directeur provoque une baisse significative de l'inflation mais différencie selon les pays. Quant à la croissance Nubukpo prélève qu'il y a aussi un impact significatif à court et long terme de la politique monétaire sur le rythme de l'activité de l'union. A court terme il y a relation significative et négative, entre la variation du taux d'intérêt des marchés monétaires et le taux de croissance du PIB tandis qu'à long terme c'est le taux de prise en pension qui exerce cet effet.

³ C'est un courant important aux Etats Unis qui a été menée essentiellement par : Lucas, Barro, Sergent, Walras et Prescott

⁴ Les Etats concernés par cette étude sont Bénin, Burkina-Faso, Cote d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal Togo.

Par ailleurs l'effet de choc positif sur le taux directeur de la BCEAO demeure relativement faible.

Quant à la France, Patat (1996) montre que la politique monétaire française soit la seule finalité et la stabilité monétaire par l'intermédiaire du contrôle de la croissance des agrégats monétaires et la stabilité du taux de change, a obtenu les résultats satisfaisants. En effet, l'action sur le taux d'intérêt et les réserves obligatoires, deux instruments essentiels du contrôle monétaire, a permis aux autorités monétaires de contrecarrer efficacement les poussées inflationnistes. Ainsi, une hausse modérée des taux a réussi à freiner l'inflation mais avec comme conséquence une hausse des taux d'intérêts réels. Par contre, cette politique agit faiblement sur le niveau d'activité.

Cherchant à étudier si la politique monétaire influencerait les mouvements de court terme de l'activité réelle en France et cela par quels mécanismes, et s'appuyant sur une modélisation vectorielle autorégressive comprenant un indicateur d'activité, la masse monétaire, celui des prix, de taux d'intérêt et de crédit. Candelon et Credevill (1997) démontrent que les chocs monétaires ont une faible contribution sur la variabilité du PIB réel à court terme: une baisse du taux d'intérêt nominal entraînant la majoration de la quantité de monnaie en circulation, fait croire après une année, le niveau de production de 0, 2%. Les fluctuations du PIB réel étant surtout déterminées par des chocs non monétaires tels que le choc d'offre, le choc technologique, etc.

Après avoir présentée la revue empirique sur l'efficacité de la politique monétaire, il convient de présenter la méthodologie utilisée pour vérifier si la politique monétaire aurait un impact sur l'inflation en RD Congo

II. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Etant donné que l'objectif principal de la politique monétaire menée par la banque centrale du Congo est la stabilisation des prix (lutte contre l'inflation). Dans cette étude nous tacherons de vérifier si l'application de la politique monétaire aurait un impact sur le niveau de prix. Cette étude s'étend sur la période de 1970, époque où il y a résurgence de la pensée monétariste, à 2004.

Pour arriver à relever l'impact de l'action des autorités monétaires sur la stabilisation des prix (inflation), nous précéderons par l'estimation d'un modèle économétrique dont la spécification s'inspire du travail de Nubkopo ; portant sur l'efficacité de la politique monétaire de la banque centrale des états d'Afrique de l'ouest.

Nous réaménageons ce modèle en intégrant la variable salaire en se référant sur la courbe de Philips qui explique la relation existant entre inflation et salaire

II.1 Spécification du modèle

Cette spécification traduit la relation fondamentale liant l'indice des prix à la consommation à certaines variables explicatives : taux d'escompte, PIB réel ; degré d'ouverture, à taux d'échange réel et le salaire.

L'indice des prix à la consommation (IPD) et de la composante externe (prix des biens importés, fonction positive du degré d'ouverture de l'économie (do) et du taux de charge réel (tdcr)). Cette relation est exprimée sous forme logarithmique de la manière suivante :

$$\text{Log IPC} = \lambda \text{logIPD} + (1-\lambda) (\text{logTDCR} + \text{logDO}) \quad (1)$$

Avec $0 < \lambda < 1$ et log indique le logarithme népérien de la variable considérée.

La composante interne, quant à elle, dépend du type de déséquilibre sur le marché monétaire et sur le marché des biens et services ; d'où les prix domestiques sont fonctions d'une part de l'offre de monnaie (om), et de la demande de monnaie (dm), et d'autre part, du gap de production c'est-à-dire de la différence entre production réelle et production potentielle. A court terme, la production potentielle étant constante, le gap sera en relation positive avec le PIB réel (pibr), d'où l'expression logarithmique suivant :

$\text{Log ipd} = \beta_1 (\text{Log } om - \text{log } dm) + \beta_2 (\text{log pibr})$ (2) où $\beta_1, \beta_2 > 0$ sur le marché monétaire d'un coté, l'offre de monnaie dépend du taux directeur, représenté par le taux d'escompte (t_{des}). Elle dépend aussi du niveau de la production et son expression est la suivante :

$$\text{Log } om = a_1 t_{des} + a_2 \text{log pibr} \quad (3) \text{ avec } a_1 < 0 \text{ et } a_2 > 0$$

De l'autre coté, la demande de monnaie varie avec la revenue réelle. En effet, les agents détiennent de la monnaie pour leurs transaction et en disposent aussi, mais non rémunérée par précaution. Le marché financier étant quasi inexistant en R.D.C, la demande formelle pour motif de spéculation est nulle, nous avons alors :

$$\text{Log } dm = a_3 \text{log pibr} \quad (4) \text{ ou } a_3 > 0.$$

En substituant les équations (3) et (4) dans la deuxième, nous obtenons la relation suivante :

$$\begin{aligned} \text{log ipd} &= \beta_1 (a_1 t_{des} + a_2 \text{log pibr} - a_3 \text{pibr}) + \beta_2 (\text{log pibr}) \\ &= \beta_1 a_1 t_{des} + \beta_1 a_2 \text{log pibr} - \beta_1 a_3 \text{pibr} + \beta_2 (\text{log pibr}) \quad (5) \end{aligned}$$

Et si nous remplaçons l'expression (5) par sa valeur dans l'équation (1), cette dernière devient :

$$\begin{aligned} \text{Log ipd} &= \beta_1 (a_1 t_{des} + a_2 \text{log pibr} - a_3 \text{pibr}) + \beta_2 (\text{log pibr}) \\ (5) \quad &= \beta_1 a_1 t_{des} + \beta_1 a_2 \text{log pibr} - \beta_1 a_3 \text{pibr} + \beta_2 \text{log pibr} \end{aligned}$$

Et si nous remplaçons l'expression (5) par sa valeur dans l'équation (1), cette dernière devient :

$$\begin{aligned} \text{Log ipc} &= \lambda \beta_1 a_1 t_{des} + (\lambda \beta_1 a_3 + \lambda \beta_2 - \lambda \beta_1 a_1) \text{pibr} + (1 - \lambda) \text{log } t_{des} + (1 - \lambda) \text{log } do \quad (6) \\ &= \lambda_1 t_{des} + \lambda_2 \text{pibr} + \lambda_3 (\text{log } t_{des} + \text{log } do) \text{ ou } \lambda_1 = \lambda \beta_1 a_1; \lambda_2 = \lambda [\beta_1 (a_1 - a_2) + \beta_2] \text{ et } \lambda_3 = 1 - \lambda \end{aligned}$$

En différenciant l'équation (6), l'évolution de taux d'inflation a le comportement suivant:

$$D(\text{log ipc}) = f [D(t_{des}), D(\text{log pibr}), D(\text{log } t_{des}), D(\text{log } do), D(\text{log } sal)]$$

- + + + +

Où D indique que la variable considérée est différenciée.

Le signe sous la variable explicative indique le sens de l'influence de cette dernière sur la variable dépendante ($D(\text{log ipc})$).

Remarquons que théoriquement ; sont positivement corrélée au niveau des prix les variables taux de change, PIB réel et degré d'ouverture tan dis que que le taux directeur a un effet contraire c'est-à-dire est négativement corrélée aux prix .

Nous présentons maintenant les variables du modèle.

II.2 Présentation des variables du modèle

Le choix des variables utilisées a été en fonction d'instruments d'intervention de la BCC et du mécanisme de transmission de la politique monétaire.

En effet, les statuts de la BCC stipulent que la stabilité des prix doit être recherchée par la politique de charge et du crédit. La banque centrale poursuivant l'objectif de quantité, les ajustement sur le marché de la monnaie centrale s'effectuent par les variations des taux d'intérêt, principalement les taux de prêt à court terme auprès des banques commerciales et le taux d'escompte. Une hausse de ces taux devant entraîner une baisse de la masse monétaire, freine les investissements et par conséquent, fait baisser la demande globale et en suite l'inflation; le niveau d'inflation dépendra alors des tensions sur le marché monétaire et des biens et services. Cela étant, nous présentons d'abord la variable endogène et ensuite les variables exogènes.

II.2 .1 La variable endogène

La politique monétaire en RDC doit agir sur l'inflation. Celle-ci est souvent mesurée par l'indice des prix à la consommation et le déflateur du PIB. Mais contrairement à la l'indice des prix à la consommation reflétant uniquement les prix des biens de consommation, d'ailleurs produit ou non au cours de la période de référence, le déflateur du PIB présente l'avantage de porter sur les prix des tous les biens et services et ceux, produits uniquement au cours de la période envisagée. Il est ainsi le plus utilisé dans les analyses d'inflation (Bordes, 1980). Cependant, dans le cas de notre étude nous l'avons écarté car l'utilisation simultanée du PIB réel et de son déflateur comme variable exogène a déclenché un problème d'endogenité des variables dans le modèle, ce qui nous amène à utiliser l'indice des prix à la consommation. Mais cette variable présente des désavantages tenant à sa construction. En effet, l'indice des prix à la consommation porte sur une seule catégorie des consommateurs à savoir ceux des grandes villes seulement et particulièrement de la capitale et ne reflète donc pas la réalité de l'ensemble du pays.

Néanmoins, dans certaines économies les deux mesures affichant un comportement relativement similaire car les écarts observés entre eux sont passagers, l'une ou l'autre de ces mesures d'inflation pourrait servir indifféremment de guide (Engone, 2003). Pour cela nous considérons l'indice des prix à la consommation en tant que notre variable end.

II.2.2 Les variables explicatives

Elles sont les suivantes :

1. Le taux directeur de la banque centrale

Il régule le crédit à l'économie et constitue l'indication de l'orientation de la politique monétaire. A la BCC, ce taux équivaut à celui du prêt à court terme aux banques. Mais pour ces variables les observations ne commencent que dans les années 1990. Le nombre d'observations qui manque étant très important (au moins 10 observations) nous avons jugé de les remplacer par le taux d'escompte.

2. le Produit Intérieur Brut réel

Ici sert d'indicateur des tensions sur le marché des biens et services ainsi que monétaires. En effet, sur le marché des biens et services, l'accroissement de la production réelle concourt à l'augmentation de gap de production mesurée à la différence entre la production réelle et la production potentielle. Un petit gap de production signifie que l'économie enregistre une augmentation des biens et services et par conséquent il y a flambée des prix. Dans le cas contraire on observe sur le marché un niveau de gap de production élevée favorisant la baisse du prix.

3) Le taux de charge effectif réel et le degré d'ouverture comme déterminants de l'inflation importée.

Le taux de change effectif réel

Cette variable est utilisée pour rendre compte de l'inflation importée. C'est le taux nominal de charge mais pondéré par le rapport des prix domestique des plusieurs pays partenaires commerciaux. Plusieurs de ses observations étant absentes de la source des données, il a été approximé par le taux de charge réel du dollar américain étant donné que la monnaie américaine constitue la principale monnaie des transitions internationales.

Sa variation fait suite essentiellement aux dépréciations de notre monnaie. En cas de hausse des prix à l'étranger, il y a déséquilibre sur le marché national de charge.

En effet, la flambée des prix étrangers pousse les importateurs du pays à demander plus de devise. La demande étant supérieure à l'offre, les prix des devises en monnaie nationale augmentent. Par conséquent, la dépréciation nominale de la monnaie et la flambée des prix à l'extérieur améliorent le taux de charge réel. Son évaluation se répercute sur les prix domestiques et on remarquera alors que ces derniers varient en même sens que le taux de charge réel. Mais en cas d'importation des matières premières, les productions peuvent se trouver dans un premier temps en difficulté de répercuter directement cette hausse des prix. Dans ce cas, il s'observe plutôt une réduction de l'offre des biens et services, leur rareté contribue à la hausse des prix sur le marché national.

Degré d'ouverture

Le degré d'ouverture traduit le degré de dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur. Nous l'avons mesuré par le rapport de la somme des exportations et importations au PIB réel. Un degré d'ouverture élevé est généralement perçu comme facteur positif de croissance à long terme mais augmente la vulnérabilité du pays à un déséquilibre externe (Norro, 1994, p46). Son évolution est traduite par le graphique suivant

4. salaire

Les périodes d'inflation sont aussi des périodes de hausse de salaire. Selon les théories économiques, le salaire peut expliquer l'inflation pour deux raisons :

- lorsque le pouvoir public décide d'augmenter le salaire aux agents, cette augmentation va conduire à une poussée de la demande globale dans l'économie et par conséquent il y aura inflation
- cette raison s'explique lorsqu'il y a une revendication générale des employés à l'accroissement du salaire. Lorsque les entreprises augmentent le salaire à leurs employés, elles vont répercuter cette hausse de salaire au coût total de la production des biens ou services. Les entreprises, pour promouvoir les intérêts des apporteurs des capitaux, augmenteront le prix et par ricochet on assistera à l'inflation dans l'économie.

III .PRESENTATION ET INTERPRETATION DES RESULTATS

III.1 Présentation des résultats

Le traitement des séries chronologiques nécessite une analyse préliminaire à savoir le test de stationnarité et de co-intégration avant de passer à l'estimation.

III.1.1 le test de stationnarité

On dit qu'un processus est stationnaire, lorsque tous ses moments sont indépendants du temps. En d'autres termes, son espérance est indépendante du temps (invariables). Dans ce cas, tout choc tendant à l'éloigner de sa moyenne déclenche des mécanismes ramenant tendanciellement vers sa valeur moyenne (Bofoya, 1997). C'est un test qui permet de connaître si le processus des séries temporelles est invariable au cours du temps. En effet, l'utilisation des séries temporelles conduit à la recherche des régularités dans les valeurs passées de la série pour des fins prévisionnelles. Si le processus est complètement erratique on peut tirer quelques enseignements du passé, mais ces éléments n'auraient aucun intérêt prédictifs, il faut alors que le processus présente un certain degré d'invariance dans le temps (Haudeville, 1996).

Dans notre étude, le test de Dickey-Fuller augmenté est appliqué pour chacune des variables qui constituent notre modèle. Ces variables sont les suivantes : l'inflation (lipc), le taux d'escompte (tdes), le revenu réel (tp1b), le degré d'ouverture (ldo), le taux de charge réel (Ltdcr) et le salaire (Lsal). Les résultats de ce test sont représentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau1 : Le test de stationnarité

Variables	Val. empirique	Val. theorique à 5%	Avec constante	Avec tendance	Sans constante ou tendance	Conclusion
Lpic	-0,95	-2,952	Non	Non	Non	
D1(lipc)	-3,56	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(1)
D2(lipc)	-7,18	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(2)
Ldes	-2,46	-2,95	Non	Non	Oui	
D1 (ldes)	-5,5	-2,98	Oui	Oui	Oui	I(1)
D2 (ldes)	-7,23	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(2)
Lpib	-2,55	-1,95	Non	Non	Oui	
D1 (lpib)	-5,11	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(1)
D2 (lpib)	-8,02	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(2)
Ltdcr	-0,47	-2,95	Non	Non	Non	
D1(tdcr)	-4,18	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(1)
D2(tdcr)	-7,99	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(2)
Ldo	-0,54	-2,95	Non	Non	Non	
D1(ldo)	-3,22	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(1)
D2(ldo)	-6,55	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(2)
Lsal	-1,76	-2,95	Non	Non	Non	
D1(lsal)	-5,02	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(1)
D2(lsal)	-8,11	-2,95	Oui	Oui	Oui	I(2)

Source: confection sur base des résultats obtenus par le logiciel E-views

A la conclusion du tableau 1, I(0) signifie variable stationnaire au niveau ; par contre I(1) signifie variable stationnaire à la différence première et I(2) la variable stationnaire à différence seconde.

Il ressort dans ce tableau que seul le taux de croissance du PIB réel est stationnaire en niveau mais sans tendance ni constante, toutes les autres variables ne le sont pas car leurs valeurs empiriques sont supérieures aux valeurs théoriques à 5%. Par ailleurs, à toutes les autres variables deviennent stationnaires à la première différence. Etant

donne que dans un modèle on ne doit inclure des variables d'ordres d'intégration différents, toutes nos variables ont été stationnaires à la première et second. Mais elles doivent aussi être cointégrées.

III.1.2. Le test de cointegration

Pour savoir s'il existe au moins une relation de long terme liant les variables du modèle, nous avons procédé par le test de cointegration de Johansen ; Ce test nous indique le nombre des vecteurs de cointegration. L'existence de ces vecteurs sont confirmée si la première valeur du ratio de vraisemblance (likelihood ratio, LR) est supérieure à la valeur théorique du test à 5% ou 1% (Bourbonnais ; 1998). Dans le cas de la spécification linéaire tenant compte de la constante et de la tendance, le test effectué sur notre modèle, rejette l'assistance des plusieurs relations de cointegration en faveur d'une seule équation. Les valeurs du ratio de vraisemblance sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2: Le test de cointegration

Intervalle de décalage : 1 à 1	Ratio de vraisemblance (Likelihood Ratio LR)	Valeur critique à 5%	Valeur critique à 1%	Hypothèse du nombre de vecteur cointegration
Valeur propre	Valeur propre	Valeur propre	Valeur propre	Valeur propre
0,459546	48,54	68,54	78,07	Aucune
0,342264	28,24	47,21	54,46	Au moins 1
0,223429	14,42	29,68	35,65	Au moins 2
0,147800	6,07	15,41	20,04	Au moins 3
0,024010	0,80	3,76	6,65	Au moins 4

Source: confection sur base des résultats obtenus par le logiciel E-views.

*(**) signifie que le LR test ne rejette pas l'hypothèse d'absence de relation de cointegration à 5% et à 1%.

On peut soutenir le non existence d'une relation de cointéaration entre les variables puisqu'on obtient au seuil de 5% et 1% une valeur critique de 68,52 et 78,07 supérieurs au ratio de vraisemblance qui est de 48,55.

La valeur du ratio de vraisemblance ne présuppose pas la présence d'une équation de cointegration au seuil de 5% et 1%. Ce résultat nous conduit à l'estimation du modèle par moindre carré ordinaire (MCO).

III.1.3. Estimation du modèle

Dans la mesure où il n'y a pas la cointegration, ces variables seront estimées par la méthode de moindre carré ordinaire. L'application de cette méthode repose sur certaines hypothèses statistiques sur le terme d'erreur. Ces hypothèses sont : (Ntagoma, syllabus, inédit, 2008).

-Espérance mathématique des erreurs doit être nulle c'est-à-dire $E(\xi_i) = 0$

-L'hypothèse de la constance de la variance : $V(\xi_i) = \sigma^2$

Cette hypothèse est appelée hypothèse "d'homoscédasticité".

Lorsque cette hypothèse est vérifiée, on parle dans le jargon économique "hétéroscédasticité".

- Hypothèse de la nullité de la covariance : $E(\epsilon_i \epsilon_j) = 0$ pour tout i différent de j .

Il n'y a pas perturbation entre le terme d'erreur c'est-à-dire erreur observée au temps i ne doit pas être corrélée avec l'erreur observée au temps J . Il n'y a pas autocorrection des erreurs. Toutes ces hypothèses sont appelées hypothèses de GAUSS MARKOW.

Dans notre étude, la spécification méthodologique de l'équation d'inflation peut faire ressortir deux cas différents de modèle. En effet, le taux de change réel et de degré d'ouverture, composantes de l'inflation importée, sont supposés avoir un même coefficient $(1-\alpha)$. L'expression de l'inflation importée peut encore être écrite mathématiquement comme suit : $(1-\alpha)(\Delta_1 \log tdcr + \Delta_2 \log do)$

Deux cas sont alors possibles :

- a) Soit $\Delta_1 = \Delta_2 = 1$
- b) Soit encore $\Delta_1 \neq \Delta_2$
 - Dans ces deux cas ; on a un modèle avec restriction ou $\Delta_1 = \Delta_2 = 1$ et un autre sans restriction ou $\Delta_i (i=1,2)$ est libre. Mais par contre, dans cette étude, nous allons estimer le modèle avec la méthode de moindre carrée ordinaire sans tenir compte avec la restriction ou sans restriction du modèle. C'est-à-dire, nous allons présenter séparément le coefficient de degré d'ouverture et de taux de change réel. L'équation à estimer par la méthode de moindre carré ordinaire s'écrit alors comme suit : $\Delta(\log pc) = -\alpha_1 \Delta(tdes) + \alpha_2 \Delta(tpib) + \alpha_3 \Delta(\log tdcr) + \alpha_4 \Delta(\log do) + \alpha_5 \Delta(\log tsal) + C$ sachant que :
 - Δ = différentiel
 - Log = logarithme
 - $\alpha_i : i=1 \dots 5$ indique les coefficients de variables explicatives
 - C = constante

Tableau 3 : Résultat d'estimation par moindre carré ordinaire

(Variable endogène = le logarithme de l'indice des prix à la consommation)

Variables explicatives du modèle	régression
Log DO	1.345607 (8.7997)*
Log TSAL	0.086277 (1.482085)
TPIB	0.0019465 (2.823041)*
Log TDCR	0.542 (2.40577) ***
TDES	-0,030624 (-0.735934)
Constante	-2.554363 (-2.196557)

R ² corrigé	94%
Durbin Watson	2,22

Source; confection sur base des résultats obtenus partir de logiciel E-views

*significative au seuil de 1%, **significative au seuil de 5%, ***significative au seuil de 10%.

Le coefficient de détermination obtenu montre que les variables retenues expliquent la variation d'inflation à 94% dans la méthode d'estimation par le moindre carrée ordinaire(MCO).

Par ailleurs, la variable de Durbin Watson qui est égal à 2.2, explique d'autocorrection des erreurs pour l'ordre 1 dans ce modèle. Et en suite le test d'autocorrection en annexe 2 et3 prouve encore que les résidus ne sont pas corrélés pour ordre supérieur à 1.

Toutes les variables ont le signe attendu et sont pour la plus part significatives.

Nous interprétons maintenant ces résultats afin de préciser leur réelle implication.

III2 interprétation des resultants

Il s'agit dans cette section, d'interpréter l'ensemble des résultats obtenus dans le modèle au regard des spécificités de l'économie congolaise.

1) Le taux d'escompte

C'est la variable explicative la plus importante du modèle pour autant qu'il constitue l'indicateur de l'orientation de la menée par la banque centrale.

Depuis 1980, la BCC essaye de mettre en œuvre une politique monétaire restrictive en variant à la hausse le ses taux directeurs ; cette hausse des taux doit se répercuter sur les taux des marchés monétaires et financier afin d'aboutir à une baisse de la quantité de monnaie en circulation et diminuer ainsi l'intention inflationniste, d'ou la corrélation négative obtenue entre taux d'escompte et indice des prix à la consommation. Mais le taux d'escompte reste statistiquement non significatif. C'est une démonstration de l'incapacité d'instrument monétaire de la BCC à contracter la masse monétaire. En effet, tout en se disant poursuivre une politique monétaire de rigueur, la variation de la masse monétaire a souvent été en hausse.

Il y a donc inefficacité de la politique monétaire pourtant, il existe une part d'inflation monétaire dans l'économie car le taux de croissance de la masse monétaire est de loin supérieur a celui du PIB réel c'est adire que les encaisses réelles effectives sont inférieures à celles désirées. Mais nous pensons que l'interpolation faite sur le taux d'escompte aurait un effet sur la signification de cette variable

2. La produit intérieur brut réel

Il appréhende l'inflation par la demande. Son coefficient a le signe attendu. Les variations du PIB réel agissent significativement sur l'inflation. Mais l'observation du graphique 3 montre que le PIB réel n'a pas évoluée positivement tout au long du temps d'étude au contraire le grand secteur de production ont été en recul notamment les industries extractives, manufacturières, les travaux publics, le secteur agricole,... et a cote des chocs négatifs d'offre, il y a eu une baisse des exportations . Tous ces effets de choc de l'offre ont aussi expliqué l'inflation pendant ces périodes d'observation.

3. Le taux de change et le degré d'ouverture

Il appréhende l'inflation importée, L'ouverture sur l'extérieur présente des effets pervers au niveau de prix. En effet l'éventuelle variation du taux de change a d'autant d'effets inflationnistes que l'économie est ouverte et le niveau d'importation peu sensible aux variations de prix. La perte de valeur de la monnaie du pays face aux devises implique que pour la même unité des devises dépenses pour importer il faut plus d'unités monétaires nationales. La perte de change ainsi créée est répercutée sur le niveau de prix et ce dernier augmente.

Cependant, toute variation de la monnaie nationale face aux devises n'est pas la conséquence d'une inflation étrangère. En RDCongo, par exemple, la liquéfaction de la valeur nominale de la monnaie a souvent été l'œuvre de déséquilibre entre offre et demande des devises imputable à la désorganisation dans le domaine monétaire et financier du pays, ce qui contribuait à l'accélération du rythme inflationniste.

Les signes positifs qu'ont les coefficients de ces deux variables sont ceux attendus. Les estimations révèlent que leurs variations agissent efficacement sur le prix. Cela montre la grande dépendance de l'économie congolaise sur l'extérieur accentuant les effets de l'inflation importée.

4. Le salaire réel

Il explique l'inflation par la demande. Lorsqu'il y a augmentation de salaire la demande augmentera et par conséquent il y aura inflation dans l'économie. Dans notre équation estimée, son coefficient a un signe positif attendu. Les variations agissent non significativement sur le prix.

Les variables exogènes reprises dans le modèle empiriques ne sont pas les seules responsables de la variation de prix, d'autres éléments peuvent l'être notamment : l'inflation par le coût, le manque d'infrastructure de transport, les instabilités politiques et des mesures réglementaires.

CONCLUSION

On admet que les objectifs de la politique monétaire sont notamment le plein emploi des ressources, la croissance économique, l'équilibre externe et la stabilité de prix. Cette dernière constitue la finalité principale de la politique monétaire.

La présente étude s'est proposée d'analyser l'impact de la politique monétaire sur l'inflation en RD Congo.

Nous sommes partis de la question de savoir si la politique monétaire menée par la BCC permettra la stabilisation de l'inflation.

Les prédictions de notre étude reposaient sur l'hypothèse selon laquelle la politique monétaire doit être mise de façon contractionniste c'est-à-dire la contraction monétaire augmentant le taux d'intérêt, freine les investissements ce qui diminue la demande agrégée. C'est cette baisse de la demande globale qui constitue le moteur de la variation négative de prix (la baisse de l'inflation)

Pour vérifier cette hypothèse nous avons estimée par la méthode de moindre carré ordinaire après avoir présenté la revue de la littérature théorique et empirique pour bien appréhender la relation existant entre l'action de l'autorité monétaire et l'inflation.

Le modèle économétrique utilise l'indice de prix à la consommation comme variable endogène, le taux d'escompte le PIB réel, le degré d'ouverture, le taux de change réel et le salaire comme variable exogènes.

Les estimations de ce modèle économétrique nous conduisent à quelques résultats principaux après avoir fait des tests préliminaires du modèle à savoir le test de stationnarité et de cointégration.

Premièrement, la politique monétaire via le taux d'intérêt est inefficace en RD Congo c'est adire ne permet pas de stabiliser l'inflation. Le coefficient de la variable qui présente l'instrument de la politique monétaire (taux d'escompte) a un signe attendu mais statistiquement pas significatif car il y a inflation en RD Congo malgré l'application de la politique monétaire contractionniste.

Deuxièmement, l'inflation en RD Congo n'est pas seulement d'origine monétaire car il y a d'autres variables non monétaires qui expliquent l'inflation à savoir le taux de change le PIB réel, le degré d'ouverture et le salaire.

Enfin l'inflation importée est le principal déterminant d'inflation a cause de la forte dépendance de l'économie congolaise.

Ces résultats ne corroborent pas nos hypothèses de recherche et nous plaidons aux quelques solutions.

D'abord, il sied d'assurer une indépendance effective de la BCC (Banque Centrale du Congo). Mais celle-ci nécessite une mobilisation de plus en plus importante de recette de l'Etat pour diminuer le financement monétaire du déficit budgétaire et une volonté affichée des autorités politiques a ne pas interférer dans la gestion de la BCC.

En sus la gestion efficace des services publics pour la maximisation des recettes de l'Etat et lutte contre la corruption qui est élément fondamental l de la contrainte du développement de la République Démocratique du Congo. Encore, il faut réhabilite le système bancaire. En effet, le système bancaire est susceptible de diminuer le degré de sur liquidité de l'économie par l'instauration des titres et autres support financiers dans les transactions. Pour se faire, une sensibilisation des agents économiques est nécessaire en vue d'une mobilisation de l'épargne et d'une distribution efficace de crédit.

Enfin, il faut accroître le niveau de production en encourageant des nouveaux investissements, car susceptible de déclencher la sensibilité de la demande de monnaie au taux d'intérêt ; mais il faut aussi une production compétitive qui permet d'éradiquer la vulnérabilité de l'économie vis-à-vis de la dépendance extérieure. Par ailleurs, le taux de change pourrait être utilisé activement comme objectif intermédiaire de la politique monétaire

Toute fois la bonne application de ces mesures nécessitent une législation particulière et spécifique a chaque mesure ainsi qu'une stabilisation du cadre politique et macroéconomique dans son ensemble.

Ce travail connaît certaines limites liées au manque essentiellement des statistiques fiables en République Démocratique du Congo

Nous ne prétendons donc pas avoir tout dit sur l'efficacité de la politique monétaire en République Démocratique du Congo. Néanmoins, nous espérons que ce travail, bien que modeste, balise la route

Références bibliographiques.

1. Greffe X., (1987), Politique économique, Economica Paris
2. Thomas C. et Proche G. (1996), économie, Paris
3. Cabanes M., (1994), Economie Africaine de Boeck Bruxelles
4. Rapport de la Banque Centrale du Congo, 2007
5. Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté RD Congo, (2007)
6. Vespurin, (1981), Economie polique de la RDC , pp234-236

7. Candelon B.,Credeville E.(1997),Politique monétaire et canal de crédit une estimation sur l'économie française,Révue d'économie politique 6 :781-807
8. Nubukpo K.(2005),efficacité de la politique monétaire dans la Zone Francafricaine dans économie et gestion (3)3 :33
9. Narro V.(2005),Bilan du PIR et évolution a mis parcours du BCEAO,Congo Afrique 331,pp 153-168
10. Bofoya(1997), la politique économique du Zaïre
11. Haudeville(1996),la politique économique du Zaïre
12. Ntagama(2008),Syllabus inedit,Universté Catholique de Bukavu